

Anticapitalistes dans les luttes... Et dans les urnes aussi !

LCR

Octobre 2006

Bulletin de la commission ouvrière Lorraine Nord
de la Ligue Communiste Révolutionnaire

Les entreprises du CAC 40 explosent leurs records : + 23% et 51 milliards sur 6 mois ! Chirac-Villepin-Sarkozy et leurs amis du Medef crient sur tous les toits « croissance retrouvée » sans que le chômage de masse ne régresse. Au contraire, comme en Moselle où 2 géants, Total et Peugeot SA, annoncent des suppressions d'emplois ! L'urgence de la mise en œuvre de notre revendication d'« interdiction des licenciements » s'en trouve soulignée ! Et cela au moment où bas salaires et précarité sont le lot d'une majorité de travailleurs. Le pouvoir privatise GDF, met en chantier la fusion avec Suez sous la cravache de la commission européenne : « il faut aller plus loin » ordonne-t-elle, bien sûr dans le sens de la « libre concurrence non faussée » ! C'est le moment que choisit Sarkozy, courant après Le Pen, pour désigner des boucs émissaires en matraquant les sans-papiers !

La riposte des salariés, actifs et retraités, s'impose.

Le rassemblement le plus large est nécessaire sur tous ces terrains dans ses dimensions intersyndicale et interprofessionnelle. En affirmant bien fort notre solidarité active avec les immigrés. Et ce que nous voulons, il faut le vouloir vraiment ! Les jeunes, dans leur lutte contre le CPE, nous ont montré la bonne méthode !

Oui, il y a grande urgence à battre la droite et sa politique ! Il y a urgence de stopper la logique capitaliste de destruction sociale ! Il y a urgence de stopper les politiques libérales menées depuis 25 ans par les gouvernements de gauche comme de

droite ! Ce qui veut dire que nous ne saurions donner la moindre confiance au PS. Son programme, adopté au congrès du Mans, ne remet pas en cause le pouvoir des actionnaires ! Ce programme social-libéral sera celui du candidat PS. C'est de la plus grande clarté que nous avons besoin : nous ne pouvons nous soumettre à ce programme. Le 29 mai 2005, le NON à la constitution européenne l'a emporté. C'était une sanction du social libéralisme. Cette victoire a porté beaucoup d'espérance : nous ne pouvons fondre ensemble la gauche du OUI et la gauche du NON.

Au PS, rien de neuf : dans son programme, il se soumet au diktat du marché. Il n'est pas prêt à revenir sur ses propres privatisations ! Sur les retraites il ne dit pas autre chose que la droite... Il ne peut donc pas être question de s'engager dans une coalition gouvernementale et parlementaire avec le PS en 2007. Notre

divergence avec nos partenaires du « NON de gauche », Marie-Georges Buffet (PCF) ou José Bové porte sur cette question précise.

Bien que le débat continue, la LCR a maintenant son propre candidat. C'est Olivier Besancenot. Autour de lui, nous engageons une campagne qui exprime les résistances et les luttes quotidiennes des travailleurs, des chômeurs, des sans-papiers, des femmes et des jeunes, une campagne pour la défense d'une politique anticapitaliste de transformation radicale de la société.

**Et le partage des richesses
c'est pour quand ?**

**-300 € net de plus par mois !
- Pas un revenu en dessous
de 1500 € net !**

TOTAL Petrochemicals : ça chauffe à Carling !

Total Petrochemicals France programme la suppression de 300 emplois d'ici 2011 dont 250 à Carling. Sans licenciement prétendent les patrons. « C'est le marché qui commande ces décisions » disent-ils... Mais ça ne passe pas ! Un premier mouvement de grève a paralysé l'entreprise pendant 4 jours.

Groupe TOTAL (n°1 du CAC 40) : 7,12 Milliards € de profits au premier semestre 2006 !

En 2005, les profits représentaient 384 € à la seconde ! 2006 sera plus fort encore ! Et il faudrait accepter cette casse des emplois ? INEOS à Sarralbe (ex Solvay) avec ses 420 salariés serait condamné. Avec de telles montagnes de profits, rien, absolument rien ne peut donner la moindre légitimité à ces choix. Nous, nous disons « interdiction des licenciements », à fortiori quand ils sont décidés chez le champion toutes catégories du profit. D'autres perspectives existent pour l'entreprise. Les salariés et leurs organisations font des propositions alternatives.

Rejet du « plan 2011 » de 300 suppressions d'emplois !

La lutte des salariés du site de Carling a connu un premier temps très fort fin septembre. Prévu pour un jour, il s'est prolongé sur 4 jours ! Pour battre ce grand mastodonte, nul doute qu'il en faudra des initiatives ! Il faudra revenir à la grève ! Il faudra élargir la lutte,

susciter la solidarité active des autres salariés de la région, de toute la population, créer des convergences et bien voir que cette solidarité peut trouver une dimension internationale : les salariés de Total au Mali étaient en grève en septembre pour le doublement de leur salaire (90 €)...

Total et EDF/GDF dans un grand pôle de l'énergie 100% public !

C'est une lutte d'ensemble qui seule pourra mettre en échec la privatisation de GDF et sa fusion avec Suez. En cet automne, les salariés de Total (et sa branche Total Petrochemicals) auraient tout intérêt à inscrire leur combat en convergence avec cette bataille pour un grand pôle public de l'énergie. C'est seulement ensemble que nous pouvons marquer des points. C'est d'autant plus nécessaire que les enjeux de société, sociaux et écologiques, sont ici immenses : salaire et emploi pour tous, engager maintenant le processus de sortie du « tout voiture » et du « tout nucléaire »... Et pour ces objectifs, sortir impérativement du « tout pour le profit » !

PSA : 10 000 licenciements. Ne les laissons pas faire !

Le PDG du groupe PSA vient d'annoncer 10 000 suppressions de postes dans le groupe. La direction essaie « d'adoucir » son annonce en expliquant que cela concerne les intérimaires, les CDD...comme s'il ne s'agissait pas de vrais travailleurs! Rappelons que fin 2005, 9000 ouvriers intérimaires et en CDD travaillaient dans les usines PSA,

la fermeture de l'usine de Ryton en Grande Bretagne (2300 salariés sur le carreau) le non remplacement des départs à la retraite et les nombreux départs «arrangés» de salariés (par des pressions diverses) usés par le boulot.

Evidemment 10 000 suppressions d'emplois dans le groupe auront inévitablement des répercussions dans tout le secteur automobile notamment chez les sous-traitants. En outre, le projet d'extension de l'usine de Trnava en Slovaquie a été abandonné, c'est aussi un coup dur pour les travailleurs de cette région...comme



JE ROULE POUR MOI

tandis qu'en 10 ans, le groupe avait supprimé 9000 CDI. Aux départs des intérimaires et CDD s'ajoute

quoi les délocalisations ce n'est pas forcément intéressant pour les patrons...si ce n'est pour faire du chantage sur les travailleurs qui ont un boulot!

Les licenciements ne correspondent pas à une baisse de la production: ce qui signifie accélération des cadences, dégradations des conditions de travail pour ceux qui resteront.

Pour justifier ses licenciements, la direction invoque des bénéfices qui ne sont pas à la hauteur de ses espérances...en mai dernier, 317 millions d'euros ont tout de même été versés aux actionnaires au titre des bénéfices de 2005. Leur avidité n'a décidément pas de limite !

Les travailleurs du secteur automobile, quel que soit leur statut (CDI, CDD, intérimaires), quelle que soit l'entreprise dans laquelle ils sont salariés (maison mère, sous-traitants), quel que soit le pays où ils bossent ont intérêt à unir leurs forces pour se battre. Le 19 septembre dernier, les syndicats CGT du groupe PSA de la région grand est ainsi que ceux des sous-traitants se sont réunis. Le but : améliorer la coordination, mettre en place un réseau permettant de s'épauler, de mener des actions communes, et entrer en contact avec les travailleurs des pays d'Europe de l'est. C'est un début modeste, mais c'est un bon début!

Régularisation de tous les sans-papiers !

La situation des sans-papiers est le résultat d'une politique délibérée et qui s'est durcie d'année en année. La politique « d'immigration zéro » et la restriction du droit d'asile installent les immigrants hors Union Européenne dans une situation déplorable.

Ceux qui fuient la misère et la guerre sont les bienvenus !

Aujourd'hui plus que jamais, les économies nationales sont imbriquées les unes dans les autres, et la politique économique des grandes puissances est responsable de disparités de plus en plus criantes entre les plus riches et les plus pauvres tant à l'intérieur des frontières nationales qu'entre les pays du nord et du sud. Elle est la cause des migrations.

Attaques contre les travailleurs pauvres, attaques contre les travailleurs immigrés : deux faces d'une même politique !

Le reflux des populations françaises les plus pauvres dans les quartiers dit « difficiles » et des SDF des centres-villes, va de pair avec la politique d'exclusion des immigrés. Pour Sarkozy et sa bande, on ne veut pas

voir les pauvres. Ils sont refoulés à la périphérie des villes et les immigrants sont poussés dans la clandestinité.

L'examen des dossiers pour l'obtention d'une carte de séjour peut durer des années. En attendant, on accorde un droit de séjour provisoire de 1, 2 ou 3 mois renouvelables, sans autorisation de travailler, avec suivant les cas 300 euros par mois ou un bon de 4 euros par jour et par

personne. Comment vivre avec de tels « revenus » ? C'est bien la politique de nos gouvernements qui pousse au travail au noir, quand ce n'est pas directement les employeurs qui vont recruter des travailleurs clandestins au Maroc par exemple pour

la cueillette des fruits.

Notre ennemi, c'est Sarkozy !

La LCR affirme sa solidarité avec les travailleurs sans-papiers et leurs familles. Nous condamnons la politique économique libérale et ses conséquences sociales. Sarkozy mène la guerre aux pauvres, faisons la guerre aux tenants de cette politique ! Régularisation de tous les sans-papiers !



Pour nous contacter ou recevoir la Mirabelle Rouge (feuille de la LCR Moselle)
lcr57@nomade.fr ou 06/86/27/93/25

La justice matraque les jeunes anti-CPE...

Le 3 avril, la veille de la manifestation de 3 millions de salariés, plusieurs centaines de jeunes anti-CPE participaient à l'opération « MEDEF rouge » à Metz. L'organisation patronale, inspiratrice et bénéficiaire du CPE (« Contrat Première Exploitation »), était prise comme cible et « attaquée » à la peinture rouge. L'intervention de la police a été musclée et 10 jeunes se sont retrouvés en garde à vue (dont 2 militant-e-s de la LCR et de son organisation de jeunesse, les JCR). 5 mois plus tard, les juges viennent de cogner dur : si la défense très énergique de leur avocat a évité aux jeunes militants une peine de prison, ils écopent quand même chacun d'une amende de 250 € ! Elle est belle la justice !

... s'acharne contre l'un d'entre-eux...

Le 30 mars, ils étaient 800 sur les voies de la gare de Metz mais c'est Fouad (militant anti-CPE, membre de la CNT) seul qui devra répondre de cette « occupation illégale » ! Prompte à suivre la SNCF qui réclame 30 000 €, le tribunal de Metz convoque Fouad pour le 19/1/2007 ! C'est le militant qu'ils veulent casser ! Ne laissons pas faire !

... mais B. Gonzales, bras droit du préfet, peut tout se permettre !

Le 23/9, celui-ci est arrêté lors d'un contrôle d'alcoolémie. Il refuse de souffler dans le ballon et fait son sketch : « Je suis le secrétaire général de la préfecture ! C'est moi qui décide des contrôles ! » Il remonte sur sa moto et file ! Pour un tel comportement, la peine encourue est de 4500 € d'amende, 2 ans de prison ; cette peine peut être assortie d'une suspension de permis et de travaux d'intérêt général. Mais B. Gonzales, dont le grade est sous-préfet, n'aura même pas à subir un blâme ! En concertation avec le préfet, le procureur passe l'éponge ! Où est passée leur « tolérance zéro » ? Elle est belle leur justice !

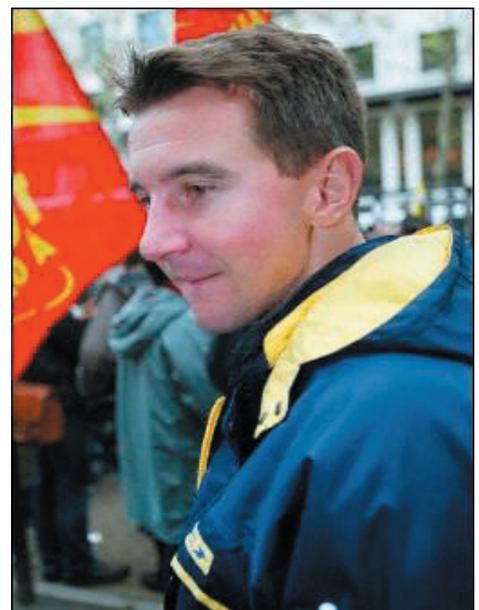
MEETING

avec

Olivier

Besancenot

(porte-parole de la LCR)



Samedi 21 octobre à 18h

Espace Jean Jaurès à Tomblaine (près de Nancy)

Covoiturage au départ de Metz, place du Roi Georges à 15h.

Pour vous inscrire ou pour tout renseignement : 06.86.85.27.50